

# Les 15 projets clefs de l'informatique de l'Etat

Sur la base du tableau de bord que la Dinsic (la DSI de l'Etat) publie en Open Data, et qui renferme 57 projets suivis par la DSI de l'Etat, nous avons identifié 15 projets informatiques majeurs de l'Etat. Plusieurs critères nous ont poussés à opérer cette sélection. L'importance de l'impact sur la transformation des services publics d'abord. En la matière, ce ne sont pas forcément les projets les plus coûteux qui s'avèrent les plus prometteurs. Toutefois, à la lumière des récents déboires de l'informatique de l'Etat ([échec de l'Opérateur national de paie](#), [dérives de Louvois](#)), il nous est également apparu essentiel d'inclure des projets massifs, au long cours, souvent porteurs de risques majeurs de dérives.

## Les projets qui portent la transformation de l'Etat

### ▪ France Connect

Inaugurée officiellement en juillet dernier, cette solution d'identification et d'authentification apparaît comme un des socles de la stratégie d'Etat plate-forme portée par la Dinsic. Une stratégie via laquelle l'Etat envisage d'offrir des services clefs en main – sous forme d'API – à ses administrations, voire à des tiers. France Connect porte la promesse d'une simplification de la relation entre les citoyens et les administrations. S'appuyant sur des fournisseurs d'identité comme la Cnam, la DGFiP ou La Poste, l'application doit éviter à l'utilisateur de créer un compte au sein de chaque nouvelle administration sollicitée et de jongler avec de multiples identifiants et mots de passe.

Coût : 7 millions d'euros

Durée du projet : 3,8 ans (démarrage en juillet 2013)

[En savoir plus](#)

### ▪ RIE (réseau interministériel de l'Etat)

Un projet symbolique là encore de la démarche interministérielle que veut incarner la Dinsic. Le RIE est en train de remplacer progressivement les différents réseaux exploités jusqu'alors par les 17 ministères. Dans le projet de loi de finances 2017, il est précisé que 9 500 sites de l'administration – sur un total de 17 000 – sont déjà raccordés au RIE. Le déploiement, supervisé par un service à compétence nationale, doit s'achever en 2017. En plus des économies sur la maintenance et la supervision, le projet doit faciliter les échanges entre ministères.

Coût : 59,5 millions

Durée du projet : 5,9 ans (démarrage en 2011)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **SI-Samu**

Le programme, qui vise dans sa première phase à tester une solution, ambitionne de moderniser les systèmes d'information et de télécommunications des Samu-Centres 15, en l'amenant vers les technologies IP. Le projet de rénovation « *consiste à mettre en place une solution fondée sur des technologies web, où applications, téléphonie et radiocommunication sont étroitement intégrées* », précise les ministères des Affaires sociales dans le tableau de bord de la Dinsic. Le tout doit remplacer une application de régulation médicale couplée à un système de téléphonie. Pour l'instant, le budget n'intègre que la construction de la solution et le déploiement d'une première version de l'application sur trois Samu.

Budget : 59 millions

Durée du projet : 4,3 ans (démarrage en 2014)

#### ▪ **Chorus Pro 2017**

Ce portail, qui vient d'être ouvert par l'AIFE (Agence pour l'informatique financière de l'Etat), porte les espoirs du gouvernement en matière de dématérialisation des factures. Au 1<sup>er</sup> janvier prochain, toutes les entités publiques ainsi que les grandes entreprises souhaitant facturer l'administration devront avoir recours à ce portail unique pour le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques. Cette obligation sera progressivement étendue à tous les fournisseurs de l'Etat.

Budget : 25 millions

Durée du projet : 3,3 ans (démarrage en 2013)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **Neogend / Neopol**

Ces deux projets jumeaux visent à équiper la gendarmerie et la police d'outils mobiles sécurisés. Expérimenté depuis fin 2015 dans le Nord et en région Bourgogne, Neogend doit être étendu à l'ensemble des unités de gendarmerie avant la fin de 2017. Pour la Police nationale, le projet Neopol suit un calendrier similaire. La solution, basée sur des terminaux du commerce (smartphone Samsung Galaxy S5 ou tablette Sony Xperia Z2 dans le Nord) enrichis de couches de sécurisation et d'applications métiers, vient compléter les équipements dédiés qu'utilisaient déjà les unités mobiles, des terminaux fonctionnant sur le réseau dédié Rubis.

Budget : 81,6 millions

Durée du projet : 4,1 ans (démarrage en 2014)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **SAIP (Système d'alerte et d'information des populations)**

SAIP vise à exploiter de façon harmonisée, grâce à un logiciel centralisé en cours de finalisation, toute une série de dispositifs d'alerte (sirènes, téléphones mobile, radio, panneaux de signalisation à message variable) pour avertir les populations en cas de risque naturel, technologique,

terroriste... Suite aux attentats de l'année 2015, une application mobile (baptisée du même nom que l'ensemble du dispositif) a été développée. Elle envoie des notifications aux mobinautes en cas de suspicion d'attentat ou d'événement exceptionnel résultant d'un attentat. En juillet 2016, elle avait été téléchargée plus de 600 000 fois. L'app a toutefois connu un couac majeur lors de l'attentat de Nice, le 14 juillet, avant de lancer une fausse alerte en septembre. Pris dans son ensemble, le programme SAIP, qui doit remplacer le Réseau national d'alerte (RNA), est un projet fleuve... courant sur 17 ans. Il s'appuie sur l'INPT, une infrastructure de télécommunications, elle aussi en cours de rénovation (pour la bagatelle de 350 millions d'euros environ, le second projet le plus coûteux du tableau de bord de la Dinsic).

Budget : 81,6 millions

Durée : 17 ans (démarrage en 2008)

#### ▪ **PPNG (Plan Préfectures Nouvelle Génération)**

Sans la tentative du ministère de l'Intérieur de faire passer en toute discrétion un décret sur le méga-fichier TES, l'acronyme PPNG ne serait peut-être jamais sorti du jargon de l'administration. Derrière ce sigle se cache une réforme des procédures de délivrance de titres (passeports et cartes d'identité, que l'Intérieur voudrait fusionner dans le fameux fichier biométrique unique TES, mais aussi permis de conduire et certificats d'immatriculation)... et de sérieuses coupes claires dans les effectifs des préfectures. 1 300 emplois sont visés comme [l'avaient souligné](#) nos confrères de *Liberation.fr*.

Budget : 17,1 millions

Durée : 1,8 an (démarrage en 2016)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **Cassiopée**

Application couvrant l'ensemble de la chaîne pénale des tribunaux de grande instance, Cassiopée est en cours d'évolution afin de « *pleinement prendre en compte tous les besoins de l'instruction et des mineurs* » et « *d'améliorer l'information portée à la connaissance des victimes* ». Après une refonte du socle technique du système, l'application doit couvrir les besoins des cours d'appel et des cours d'assise. Cassiopée doit également s'intégrer aux applicatifs des services d'enquête – en amont – et à ceux de l'administration pénitentiaire – en aval – afin d'éviter les saisies multiples. Le programme, complexe, a connu d'importantes dérives budgétaires et de calendrier. Il est lié à la refonte du système de gestion du casier judiciaire (projet Astrea), applicatif auquel Cassiopée doit se connecter à partir de 2017.

Budget : 9,9 millions

Durée : 7 ans (démarrage en 2014)

#### ▪ **Vitam**

Lancé par les ministères des Affaires étrangères, de la Culture et de la Défense, Vitam n'est pas forcément le plus clinquant des projets informatiques de l'Etat, mais il aura d'importantes

répercussions. Il vise à développer une plate-forme d'archivage numérique sur la base de logiciels libres. La solution est en cours d'élaboration et doit donner naissance à trois projets d'implémentation dans les ministères à l'origine de cette initiative (respectivement les projets Saphir, Adamant et Archipel-NG, encore en phase de cadrage, donc non budgétés)

Budget : 26,3 millions (pour Vitam seul)

Durée : 6,8 ans (démarrage en 2013)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **Rénovation des datacenters**

Pour rationaliser son parc de datacenters (une centaine de salles recensées, d'une superficie inférieure à 200 m2 dans 75 % des cas), l'Etat s'est lancé dans une logique de 'plaques', des centres de grande taille gérés par quelques grands ministères où seront hébergées les infrastructures d'autres administrations. C'est dans cette logique de rationalisation que s'inscrivent les projets de regroupement des datacenters du ministère de l'Economie et des Finances et d'aménagement d'un datacenter sécurisé à l'Intérieur (B015). Bercy indique que « *le projet est actuellement dans une première phase consistant à concentrer les 40 salles existantes en 2015 vers une cible d'une dizaine de sites* ».

Budget : 33,8 millions (B015) et 11,9 millions (Bercy)

Durée : 3,7 et 10,9 ans respectivement

## Les projets les plus risqués

#### ▪ **SIRHEN**

Difficile de passer à côté du projet SIRH de l'Education nationale, qui doit à terme gérer le dossier administratif de 1,1 million d'agents, mais aussi assurer la préparation de la rentrée scolaire. Mal né (SIRHEN devait au départ se raccorder à l'ONP, qui a depuis explosé en plein vol), le projet accumule retards et dérives budgétaires. A lui seul, il pèse désormais 22 % du budget total répertorié par la Dinsic dans son tableau de bord. A son lancement (en... 2007), le projet ne devait coûter 'que' 80 millions d'euros sur 7 ans. Depuis, les coûts de SIRHEN ont été multiplié par plus de 6 et sa durée par deux. Suite à un audit, le ministère a décidé, fin 2015, de [poursuivre le projet selon une trajectoire revisitée](#). La dernière chance ?

Budget : 496,4 millions

Durée : 14 ans (démarrage en 2007)

[En savoir plus](#)

#### ▪ **Source Solde**

Source Solde vise à remplacer le catastrophique Louvois, le calculateur de la solde des militaires qui a traumatisé des bataillons d'uniformes et quelques ministres de la Défense en raison de ses erreurs répétées. La Défense décrit aujourd'hui Source Solde comme « *un projet complexe majeur qui*

*a vocation à remplacer, dans un délai très contraint et dans un environnement soumis à une forte pression politique et sociale, le système actuel de solde Louvois, suite à la décision du ministre de la Défense du 3 décembre 2013 ». Bref, ce ne sera pas facile... En attendant le déploiement total de Source Soldes, attendu en 2021, la Défense devra continuer à corriger les erreurs récurrentes de Louvois. A ce jour, rien ne dit que ce qui a conduit à la catastrophe Louvois – notamment la complexité des règles de gestion de la solde – puisse être maîtrisé par Source Solde. D'autant que ce dernier va devoir 'digérer' le prélèvement de l'impôt à la source, vu comme un risque pour le projet. Le projet vient de voir sa durée totale s'allonger de 8 mois, « suite à des difficultés pour finaliser les spécifications fonctionnelles et la prolongation d'une durée de qualification d'un module ».*

Budget : 122,2 millions

Durée : 5,7 ans (démarrage en avril 2014)

[En savoir plus](#)

#### ▪ SIRHIUS

Encore un projet SIRH né lors de la 'vague ONP', qui entendait rénover les applications RH des ministères pour les raccorder à un calculateur de paie unique. Censé couvrir l'ensemble du ministère de l'Economie et des Finances (MEF), ainsi que celui des Affaires étrangères, SIRHIUS est construit à partir des solutions HRAccess. Pour l'instant déployé auprès de quatre directions à Bercy, il est censé encaisser l'arrivée de la DGFIP en 2018. S'y ajoute un regroupement des services RH des directions des MEF dans une dizaine de centres de services partagés. Le projet a vu ses coûts enfler de 70 % depuis son lancement. En juin 2016, la Cour des comptes s'énervait de voir la DGFIP, le poids lourd du MEF, repousser encore et encore sa migration vers SIRHIUS. Aux dernières nouvelles, et après audit de la Dinsic, la transition doit être « sécurisée » pour 2018, explique le ministère dans le projet de loi de finances 2017. Sécurisée mais pas achevée ?

Budget : 161,7 millions

Durée : 12,5 ans (démarrage en 2007)

[En savoir plus](#)

#### ▪ Paysage

Les RH encore et toujours, véritable machine à engloutir les dizaines de millions de l'informatique de l'Etat. Paysage, mené par le ministère de l'Economie et des Finances, résulte directement de l'échec de l'ONP (Opérateur national de paie). Un opérateur interministériel qui devait venir supplanter l'application PAY de Bercy. Faute de remplaçant, ce dernier n'a eu d'autre choix que de réécrire en Java ce vieux système de paie en Cobol. La paie de 2,5 millions de fonctionnaires est en jeu. Depuis son lancement, en 2014, le projet a connu une inflation de ses coûts de 100 %. « Au lancement du projet, les éléments nécessaires pour construire une prévision fiable n'étaient pas tous connus », se justifie Bercy, dans un document annexé au projet de loi de Finances 2017.

Budget : 41,7 millions

Durée : 6,3 ans (démarrage en 2014)

## ▪ PNIJ

La plateforme nationale d'interceptions judiciaires a régulièrement les honneurs de la presse en raison de ses dysfonctionnements et plantages à répétition. « *Le système fonctionne comme un guichet unique transmettant par voie électronique les réquisitions judiciaires reçues des enquêteurs et les réponses fournies par les opérateurs* », précise le ministère de la Justice. Officiellement, les enquêteurs doivent toujours basculer sur cette plate-forme à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. A reculons pour la plupart. Le PNIJ, projet fleuve démarré en... 2005, a vu ses coûts enfler de 36 % depuis sa naissance. Signalons, d'ailleurs, que la justice concentre plusieurs projets s'étalant sur des durées très longues, un facteur de risque dans tout projet informatique. Ainsi, Genesis (gestion des personnes écrouées), Comedec (dématérialisation de l'état civil) ou encore Portalis (dématérialisation de la justice civile) dépassent tous les 10 ans. La Justice concentre 4 projets compris entre 20 et 100 millions d'euros et un projet supérieur à ce seuil. Presque autant que l'Intérieur.

Budget : 121,2 millions

Durée : 12,8 ans (démarrage en 2005)

*Nota* : toutes les informations chiffrées proviennent du [tableau de bord](#) des grands projets IT de l'Etat que publie la Dinsic, sauf les informations sur les dépassements budgétaires et/ou les dérapages de calendrier provenant de documents annexés au projet de loi de finances 2017.

### **A lire aussi :**

[Opération transparence sur les grands projets de l'Etat](#)

[Les entrepreneurs d'intérêt général vont-ils hacker l'État ?](#)